

L'ÉCONOMIE ÉGYPTIENNE APRÈS LA TOURMENTE : LES DÉFIS SONT TOUJOURS LÀ...

[Marc Lavergne](#)

L'Harmattan | « Confluences Méditerranée »

2017/2 N° 101 | pages 143 à 154

ISSN 1148-2664

ISBN 978234312569

DOI 10.3917/come.101.0143

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2017-2-page-143.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour L'Harmattan.

© L'Harmattan. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Marc Lavergne

Géographe, directeur de recherches au CNRS.

L'économie égyptienne après la tourmente : les défis sont toujours là...

La promesse d'un retour à la paix sociale et à la prospérité, qui a fourni le prétexte à l'armée égyptienne pour reprendre le pouvoir en juillet 2013, n'a pas été tenue. Les maux de l'Égypte, qui avaient entraîné la chute de Hosni Moubarak, n'ont pas trouvé de solution : ils tiennent en effet à la nature même du système économique mis en place depuis la libéralisation ouverte par Anouar el Sadate dès les années 70. L'économie égyptienne repose depuis lors sur des rentes extérieures qui ont permis une croissance de la consommation, réservée à une minorité, mais n'ont pas été utilisées pour bâtir une économie durable et équilibrée. Le salut de l'Égypte ne proviendra pas des aides financières extérieures, ni des grands projets mirifiques qui ont la faveur de ses dirigeants, mais d'un retour d'un gouvernement légitime et compétent, dévolu à la fourniture de services publics, à la stimulation d'une économie productive et à un aménagement équilibré du territoire.

Durant le dernier quart de siècle, l'Égypte a connu une croissance notable, sous l'étendard de la libéralisation et de l'ouverture économique. Mais cette croissance du PIB

est due à la jouissance de rentes qui n'ont pas nécessité de mutations des structures productives ni de mobilisation de la société. Aussi la croissance n'a-t-elle profité qu'à une minorité prospérant grâce à sa mainmise sur l'appareil d'Etat, tandis que la masse de la population a été exclue, non seulement des bénéfices de la croissance, mais même du système de production.

Le soulèvement de janvier 2011 aurait pu, s'il avait été préparé par une réflexion et une mobilisation militantes, être l'occasion d'une remise à plat des perspectives et des choix qui s'offrent à l'Egypte¹. Au lieu de cela, durant trois années, les acteurs politiques ont cherché en vain le point d'équilibre entre le rêve et la réalité. Et ils ne sont pas parvenus à élaborer un consensus autour d'un projet national, fondé sur une appréciation réaliste des priorités et des moyens disponibles. L'Egypte est ainsi retombée, depuis l'été 2013, sous la férule de son armée.

Cet échec, derrière le paradigme de celui des révolutions arabes, pose la question de la capacité du peuple égyptien et de ses élites à appréhender la réalité de la situation et des perspectives du pays.

Le gaspillage des dividendes de la paix avec Israël

Quoi que l'on pense de la paix signée en 1979 par Anouar el Sadate avec Israël, celle-ci offrait à l'Egypte un vaste champ de possibilités. Mais l'ouverture économique décidée par le *raïs* a entraîné des effets pervers, avec l'intrusion de nouvelles valeurs d'individualisme, de matérialisme, donc de désagrégation du tissu social : laminage de la classe moyenne liée au service de l'État, abandon de l'instruction et de la santé publiques, désinvestissement de l'agriculture et de l'industrie et émergence d'une classe de « nouveaux riches » aux commandes de l'Etat et de l'économie². La classe moyenne née avec la modernisation de la fin du XIX^e siècle et promue sous Nasser au rang de colonne vertébrale de la société, se trouva déchirée entre ceux qui purent trouver leur place dans la privatisation de l'économie, souvent en passant par une phase d'émigration, et la majorité qui se trouva prise dans un mouvement de déclassement général.

Après l'assassinat d'Anouar el Sadate en octobre 1981, Hosni Moubarak reprit avec prudence mais détermination la politique de libéralisation de son prédécesseur : réintégrant l'Égypte dans

le concert des nations arabes, il acheva la récupération du Sinaï, encouragea l'émigration de travail vers les pays arabes voisins, développa le tourisme et rendit son rôle au canal de Suez ouvert à la navigation³.

Mais ces recettes, engendrant un taux de croissance enviable, ne permirent pas d'engager un développement durable. L'économie fut orientée vers la satisfaction des nouveaux besoins de la clientèle solvable, qui ne représentait que le dixième de la population, face à l'immense majorité de la population des villes et des campagnes, reléguée dans la précarité et le dénuement par le démantèlement du modèle nassérien : annulation des réformes agraires, fermeture des usines d'Etat, prolétarianisation de la fonction publique. Et le nouveau système requerrait beaucoup moins de main-d'œuvre, mieux formée et moins coûteuse : le secteur industriel évoluait vers la sous-traitance d'entreprises étrangères, et à la campagne, les cultures vivrières cédaient la place aux cultures de rente : l'excédent de main d'œuvre n'avait d'autre choix que d'aller grossir les quartiers informels et insalubres des grandes villes, ou de tenter sa chance dans l'émigration.

L'Etat continue de consacrer les deux tiers de son budget à des subventions aux produits de première nécessité pour éviter une explosion sociale ; mais il n'offre plus les services qui lui avaient assuré sa légitimité comme l'accès à l'instruction et à la santé, désormais privatisé et réservé aux plus fortunés.

L'économie de rente, aliment d'une prospérité inégale et précaire

La notion de rente évoque souvent une connotation à la fois morale, d'argent facile, et économique, de décrochage en termes de compétitivité. Le cas de l'Égypte offre l'occasion de vérifier la pertinence de cette assertion : les remises des émigrés, le tourisme, les hydrocarbures et le canal de Suez, qui peuvent être considérées comme des rentes, à des titres divers, et sont complétées par d'autres ressources comme les investissements étrangers, les aides extérieures civiles et militaires, et de façon plus marginale, quelques recettes d'exportation industrielles et agricoles, ou de services, ont engendré un taux de croissance élevé jusqu'à la crise de 2008. A

l'époque les institutions financières internationales avaient d'ailleurs érigé l'Égypte en modèle et le pays fut même intégré au G 20 comme « pays émergent ».

Or ces rentes ont induit une croissance sans développement, une chute des activités productives employeuses de main-d'œuvre, sans être utilisées pour développer de nouvelles bases économiques durables. Elles sont donc à l'origine de la paupérisation de la grande masse de la population, engendrant frustrations, dédain de l'effort et de l'initiative. Et elles ont incité tout un peuple à se réfugier dans une religiosité de compensation, censée combler le vide de sens et d'espérance des nouvelles valeurs dominantes⁴.

On peut cependant distinguer en fonction de leur impact financier, deux catégories parmi ces rentes : les remises des émigrés et une part des recettes touristiques percolent directement dans la population, à la différence de la production d'hydrocarbures ou des péages du canal de Suez, qui emplissent les caisses de l'Etat (ou de l'armée). En termes d'utilisation de ces capitaux, comme de possibilités de mobilisation par l'Etat ou par les investisseurs, leur impact n'est pas le même.

L'émigration, clé ou frein au développement national ?

Dès les années 70, les Égyptiens se sont rués vers les pays du Golfe et la Libye, profitant à la fois de la fin de l'état de guerre et de la hausse concomitante des cours et de la production d'hydrocarbures. Cette migration a attiré les jeunes paysans, mais aussi les personnels qualifiés des entreprises et des services de l'Etat. Ces derniers dès lors firent gravement défaut à l'Égypte, laissant le champ libre à l'incompétence et à la corruption.

Les remises envoyées au pays furent affectées directement aux usages prioritaires d'un point de vue individuel : d'abord le mariage, au point que l'émigration est devenue un passage inévitable pour les hommes, et si possible l'épargne d'un pécule destiné à fournir une source de revenu simple et sûre : un taxi, un petit commerce, et pour les classes moyennes un investissement immobilier, placement sans rapport en l'absence de marché locatif. On compte aujourd'hui autant de logements vacants que de demande insatisfaite... Soit dans les deux cas, une stérilisation de l'épargne ou sa conversion en consommation portant surtout sur des produits importés.

Les émigrés rapportèrent en effet de nouveaux modes de

consommation et de nouvelles attitudes sociales. Et en corollaire, une fascination pour l'opulence des pays où ils s'étaient établis, couplée avec un regain de pratique religieuse dépourvue de tout support moral ou social. Au retrait de l'Etat-providence nassérien s'est ajoutée la dégradation des liens collectifs.

De surcroît, l'émigration a provoqué un affaiblissement du prestige de l'Égypte sur la scène régionale car elle a mis en évidence les carences de la formation intellectuelle et professionnelle des Égyptiens, tandis que sa production artistique et culturelle, dans le domaine de la chanson, du cinéma et de la littérature, faisait place à une sous-production standardisée.

Enfin, cette source de revenus s'est révélée soumise aux cycles économiques comme aux aléas politiques : expulsion de deux millions d'Égyptiens d'Irak et de Jordanie après l'invasion du Koweït en 1991, retour de 250 000 travailleurs de Libye après la révolution de 2011... Et les deux millions, au bas mot, d'Égyptiens employés en Arabie Saoudite, où ils subissent nombre d'avanies, sont des otages entre les mains du pouvoir saoudien, l'Égypte ne pouvant pas prendre le risque de leur expulsion.

La manne touristique, une exploitation « minière », précaire et inégalement répartie

Avec le retour à la paix, l'Égypte a relancé depuis les années 80 une activité touristique qui remonte au XIX^e siècle. Aux sites de la vallée du Nil sont venues s'ajouter les plages du Sinaï et de la mer Rouge, avec une clientèle aisée locale, qui a déjà « colonisé » les rives de la Méditerranée. Un étalement de l'activité en termes de motivation (culturelle ou balnéaire), de clientèle (plus âgée et occidentale dans la vallée, plus jeune et originaire souvent de l'ex-URSS sur la mer Rouge), de localisation (entre la vallée du Nil et les rivages), de saison (estivale au nord, hivernale au sud). A quoi il faut ajouter le tourisme arabe, plus attiré par des destinations traditionnelles comme les deux métropoles du Caire et d'Alexandrie, qui s'étale toute l'année, et dont les motivations varient de l'estivage familial au tourisme sexuel.

Le tourisme offre l'avantage de diffuser ses recettes dans de larges segments de la population, à travers de multiples activités (bâtiment, services, artisanat, etc.) souvent informelles et n'exigeant pas de compétences particulières. Mais l'essentiel des recettes

revient à des firmes étrangères (chaînes d'hôtels, compagnies de transport...) alliées à des intérêts locaux et n'est pas réinjecté dans l'économie locale.

Alors que l'Égypte a ambitionné de faire du tourisme une de ses principales ressources, elle n'a pas développé les infrastructures et les services qui auraient permis de fidéliser et développer sa clientèle. Le tourisme est demeuré une activité dominée par des agences encadrant un tourisme de groupe, cantonné dans des enclaves protégées. De ce fait, le tourisme, est plus encore que les remises des émigrés, une ressource fragile, qui dépend de la situation sécuritaire dans le pays et dans l'ensemble du Moyen-Orient. Et toute interruption du flux touristique est un drame national, privant du jour au lendemain des millions d'Égyptiens de leur maigre gagne-pain.

De plus, au-delà de son aspect financier et économique, le tourisme est une activité à dimension symbolique, qui évoque des notions de paix et d'échange, tant dans la société d'accueil, mobilisée autour de la fierté de son patrimoine, de sa culture, de son hospitalité, que vis-à-vis du monde extérieur : une image attractive, rassurante, est un atout pour attirer les investissements étrangers. Or cette dimension n'a jamais été promue en Égypte : le patrimoine pharaonique est toujours tenu à distance, comme émanant de l'ère antéislamique, et le tourisme balnéaire est honni par la masse de la population, hostile au dénuement des corps, à la consommation d'alcool et à la légèreté fantasmée des mœurs qu'elle implique.

Les hydrocarbures, une source d'énergie et une matière première gaspillées

L'Égypte est un producteur de pétrole et de gaz, qui suffisent à couvrir la consommation nationale, mais qui permettent peu d'exporter, tant la consommation locale augmente vite, sous forme d'électricité, de gaz domestique et de carburants automobiles.

Or la consommation de carburant a longtemps été très subventionnée, ce qui a encouragé le recours à la voiture individuelle comme moyen de transport urbain privilégié, au bénéfice des importateurs proches du pouvoir et des entreprises étrangères produisant sous licence.

La production de gaz naturel a permis de couvrir les besoins croissants des ménages, mais pas d'engranger les devises prévues grâce aux usines de gaz naturel liquéfié pour l'exportation.

La découverte récente du champ de Zohor, au large de Chypre, est cependant en passe de permettre à l'Égypte de reprendre ses exportations en direction de l'Europe occidentale, mais ne sera pas valorisée comme matière première de la pétrochimie⁵.

Quant à l'électricité, sa consommation augmente de façon irrationnelle et inéquitable, sur le modèle importé du Golfe, en termes d'éclairage et de climatisation.

Le canal de Suez : un atout stratégique mais vulnérable

Les revenus du transit maritime par le canal de Suez semblent les plus stables. Mais ce cordon ombilical est vulnérable aux fluctuations de l'économie mondiale et aux aléas de la situation militaire et sécuritaire, entre piraterie dans le golfe d'Aden et menace des groupes rebelles du Sinaï liés à l'organisation « Etat islamique ». En contrepartie, le canal confère à la stabilité de l'Égypte une dimension stratégique d'envergure mondiale.

Le nouveau pouvoir égyptien a mis en œuvre à grand renfort de publicité le doublement de la capacité de trafic du canal. Ce plan à long terme ne répond cependant pas aux difficultés présentes de l'économie égyptienne, et l'implantation annoncée de zones franches industrielles et d'un million de travailleurs sur les rives du canal ne repose sur aucune étude ni aucun engagement.

Des politiques économiques inadaptées et irréalistes

Le culte du « grand projet »

Ce projet de « doublement du canal de Suez » illustre un des aspects de la gestion prétorienne de l'Égypte, marquée par l'absence de compétence économique et de projet social cohérent : la croyance « magique » en la possibilité de régler les maux dont souffre le pays par des réalisations « pharaoniques : Haut barrage d'Assouan et Nouvelle Vallée sous Nasser, dépression de Qattara (et paix avec Israël) sous Sadate et enfin projet de Toshka au cœur du désert libyque sous Moubarak : tous ces projets ont échoué ou n'ont pas donné toute leur mesure, faute d'études de faisabilité globales et de suivi dans leur réalisation. Il en ira nécessairement de même pour l'annonce par le maréchal Sissi de la mise en valeur

agricole de la dépression de Farafra, qui n'est qu'une reprise du projet de la Nouvelle Vallée des années 50. Dans la même veine l'annonce intempestive et sans lendemain de la construction d'un pont maritime par dessus le détroit de Tiran, avec la cession de deux îles à l'Arabie Saoudite, vient dramatiquement illustrer à nouveau l'incompétence gestionnaire des officiers supérieurs qui détiennent le pouvoir.

Le projet néo-libéral, une tentative de « réforme » impopulaire

A la fin des années 90, la nouvelle catégorie d'hommes d'affaires nés de cette ouverture économique est arrivée dans les allées du pouvoir, avec pour chef de file Gamal Moubarak, le propre fils du président. Son projet consistait à « laisser tomber » l'ancienne Égypte pour en édifier une nouvelle, sur le modèle des économies performantes d'Extrême-Orient et d'Asie du Sud-Est⁶. Il s'agissait de changer non seulement de modèle économique, c'est-à-dire de production et de main d'œuvre, mais même et avant tout de localisation. Les « villes nouvelles » imaginées par Sadate se multiplièrent en doublon des métropoles et des grandes villes, attirant les nouvelles classes moyennes de techniciens et d'ingénieurs, incités à vivre en foyers monocellulaires dans des appartements neufs, loin du cadre urbain traditionnel, mais à proximité des nouvelles usines créées dans le désert, tandis que la nouvelle élite s'isolait dans des zones résidentielles, inaccessibles au commun des mortels, pour y jouir d'un style de vie « californien » : des oasis de verdure et de calme, loin des possibles insurrections populaires, mais bien connectées aux axes modernes de communication avec les ports, aéroports et stations balnéaires⁷.

Le soulèvement de janvier 2011 a dévoilé l'irréalisme de ce projet : le choix de la place Tahrir comme épiscentre, peut être perçu comme un sursaut de l'Égypte attachée à son passé et à son univers urbain, quels qu'en soient les défauts ; mais surtout comme l'échec de cette nouvelle économie, à créer une dynamique convaincante et une nouvelle sociabilité. Les nouvelles classes possédantes ne possèdent ni les compétences, ni le dynamisme nécessaires pour justifier leur position dominante, et se comportent plutôt comme des « exilés de l'intérieur ».

L'armée, un acteur économique illégitime et incompetent

Une autre tutelle a également été ébranlée par la « révolution » ; celle des officiers supérieurs qui se sont appropriés l'Égypte depuis 1952. Cette catégorie parasite qui accapare environ le quart des ressources de l'Égypte au prétexte de la défense du pays, dans tous les secteurs, de l'agriculture au tourisme en passant par les industries de transformation, s'était sentie menacée par le projet néolibéral de Gamal Moubarak. La succession dynastique a pu être évitée avec l'aval des États-Unis, l'armée s'abstenant de protéger le régime ; mais le même danger s'est présenté à nouveau avec l'arrivée au pouvoir des Frères Musulmans : ceux-ci étaient tout autant adeptes de la libre entreprise et d'un désengagement de l'État que les néolibéraux. De plus, ils cherchaient désespérément à récupérer des ressources face au mur d'argent dressé par la grande bourgeoisie d'affaires liée au clan Moubarak et par la monarchie saoudienne tétanisée par les soulèvements arabes. Le coup d'État sanglant du 3 juillet 2013 a donc apparemment permis aux hauts gradés de rétablir leur position. Mais leur pouvoir ne repose que sur leur capacité à empêcher l'organisation État islamique de faire basculer les pays arabes producteurs de pétrole, alors que leur capacité même à restaurer la paix civile en Égypte se révèle sujette à caution, en dépit – ou à cause ? – de leur répression sans merci des Frères Musulmans.

Les Frères Musulmans, entre libéralisme économique et contrôle social

Même si les Frères Musulmans ont échoué dans leur expérience du gouvernement, à la fois par leur impréparation, leur avidité, leur manque de moyens, face au mur d'argent des anciens possédants et de l'Arabie Saoudite, l'expérience de leur passage au pouvoir amène à se poser la question de la validité de leur projet économique et social. Engagés depuis des décennies dans l'action caritative et éducative ainsi que dans les syndicats professionnels, ils ne manquaient ni de cadres ni d'expérience et de connaissance des enjeux du pouvoir. Mais leur modèle économique, porté par une conception anti-étatique de la société, était tout aussi libéral que celui des tenants de la nouvelle économie. Leurs cadres formés dans le Golfe étaient adeptes d'un État réduit au contrôle social et moral des individus : c'étaient souvent des hommes d'affaires

prospères, reposant sur une base issue du petit commerce et de la petite entreprise privée. Leur conception de la question sociale se limitait à la charité prescrite canoniquement : l'impôt redistributif de la *zakat* et la pratique des *sadaqat*, les aumônes rituelles. Rien qui puisse répondre aux nécessités d'une économie moderne, et aux attentes des ouvriers en grève, contre les licenciements, les fermetures ou les ventes d'usines à des capitaux étrangers... Or cette conception minimaliste était en contradiction avec les intérêts de la base populaire du mouvement, formée de jeunes chômeurs en quête de justice sociale et d'un État plus interventionniste. Le déclenchement inopiné du soulèvement de janvier 2011 ne leur a pas permis d'ouvrir ce débat interne, et l'expérience du pouvoir s'est rapidement fourvoyée dans le clientélisme et le partage des dépouilles des vaincus, ainsi que dans l'instauration d'un ordre moral comme *ersatz* à l'impuissance économique.

Des perspectives d'avenir préoccupantes

Le bilan du quart de siècle écoulé est amer : l'Égypte est toujours soumise à la férule de dirigeants autocratiques, qui maintiennent 60 000 opposants politiques derrière les barreaux, sans être capables de ramener la paix et la prospérité. L'insécurité a tendu le climat des affaires, fait fuir les touristes et fait redouter à l'étranger les migrants égyptiens ; les Bédouins du Sinaï sont en révolte, tout comme ceux des autres périphéries désertiques proches du Soudan ou de la Libye, et comme une large part de la population de la vallée du Nil, oubliée des projets de développement. Les Coptes sont une fois de plus les otages d'un pouvoir qui ne leur accorde pas de pleine citoyenneté, mais les livre à la vindicte des fanatiques.

La nécessité d'une réflexion collective sur le devenir du pays se fait d'autant plus pressante que les menaces sur l'Égypte s'aggravent, avec une croissance démographique non jugulée (de 95 millions aujourd'hui, la population devrait atteindre 140 millions en 2050), une ponction incontrôlée sur les ressources naturelles par les plus nantis, la pollution urbaine et rurale, qui concerne les eaux du Nil et des canaux transformés en égouts, comme les terres cultivables gorgées de produits chimiques, sans compter le spectre de la submersion annoncée du delta par la Méditerranée.

La colonisation des terres désertiques n'est qu'un leurre, puisque les terres bonifiées à grands frais depuis les années 50 n'ont pas étendu significativement l'écoumène égyptien, et que les pays riverains du Nil en amont ont fait savoir leur détermination à prendre la part des eaux du Nil nécessaire à leur développement.

L'Égypte s'urbanise donc au détriment des cultures et les quartiers sous-intégrés s'étendent autour des grandes villes. La population y vit souvent dans des conditions infra-humaines, loin de tout service et de tout encadrement. La pandémie d'hépatite C frapperait 60 % de la population, et les épidémies récurrentes de grippe aviaire ou porcine jugulées in extremis font peser une menace permanente sur l'humanité égyptienne.

L'État égyptien semble inconscient de ces défis, et plus préoccupé, comme ses mentors arabes et occidentaux, par une dimension sécuritaire qui n'est que leur conséquence. L'administration, bien que pléthorique, ne dispose ni de compétences ni de moyens, tandis que la population ne peut pas se faire entendre, faute de représentation élue aux échelles locale, régionale ou nationale. Par delà ce désintérêt des dirigeants pour le destin de la nation, la difficulté donc réside dans l'impuissance d'une administration sans prise sur le réel, et dans l'absence d'une représentation élue des citoyens, non seulement au niveau national, mais aussi et peut-être surtout régional et local⁸.

Le sursaut viendra peut-être de la nouvelle génération qui s'est exprimée durant le soulèvement de janvier 2011 : le désir de liberté, d'échange et d'action qui s'est révélé durant ces événements est profond. Il n'a pas été anéanti, et pourrait peut-être parvenir à bouleverser les rapports fondamentaux au sein d'une société crispée : rapports entre les genres, entre les générations, entre l'individu et le groupe, qui grippent et brident le talent individuel, l'intelligence collective et la force de mobilisation de la société égyptienne.

Notes

1. Sur la genèse et le déroulement de la « Révolution » de la place Tahrir, lire Youssef el-Chazli et Chaymaa Hassabo : « Socio-histoire d'un processus révolutionnaire », pages 185-218, in Amin Allal et Thomas Pierret (dir.), *Au cœur des révoltes arabes. Devenir révolutionnaires*, Armand Colin, 2013, 314 p.
2. Pierre Mirel, *L'Égypte des ruptures. L'ère Sadate, de Nasser à Moubarak*, Sindbad, 1982, 264 p.
3. Aly El-Samman, *L'Égypte d'une révolution à l'autre. Mémoires d'un citoyen engagé sous Nasser, Sadate et Moubarak*, Editions du Rocher, 2011, 346 p.
4. Sophie Pommier, *Égypte, l'envers du décor*, La découverte, 2008, 270 p.

5. Marc Lavergne, « Un bilan amer pour l'Égypte : quarante ans de croissance rentière, au prix de la désagrégation sociale et de la dépendance extérieure », *Hérodote*, n°160-161, 2016, pages 97-122.
6. Rabab El-Mahdi et Philip Marfleet, *Egypt, Moment of Change*, American University in Cairo Press, 2009, 163 p.
7. Marc Lavergne : « Égypte : le développement au défi du néo-libéralisme économique » in *Égypte : l'éclipse*, *Confluences Méditerranée*, n°75, automne 2010, pp. 49-64.
8. Marc Lavergne, Révolutions arabes : pas de démocratisation sans décentralisation, in « Villes arabes : conflits et protestations », *Confluences Méditerranée*, n° 85, 2013, pages 17-32.